

RÉSEAU NATIONAL "JEUNES EN ERRANCE"

**RENCONTRE NATIONALE DES
INTERVENANTS "ERRANCE"**

MAZERES

1^{er} et 2 décembre 2005

**Rencontre financée par le Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement**

Réseau « Jeunes en errance ». c/o CEMEA. 24 rue Marc Seguin. 75018 Paris

Ce compte-rendu est disponible sur www.cemea.asso.fr, entrée « social », puis « errance »

SOMMAIRE

Page 3 : Origine et nature de ces rencontres annuelles

Page 5 : Comment comprendre et accompagner les regroupements de jeunes ?

Page 15 : Quels appuis sur les compétences des personnes dans l'accompagnement ?

Page 17 : Intervenir dans l'espace festif

Page 20 : Jusqu'où aller dans la micro-économie ?

Page 22 : Action individuelle ou action collective ?

ORIGINE ET NATURE DE CES RENCONTRES

Un réseau, des rencontres

Le réseau national « Jeunes en errance », né des actions expérimentales conduites dans les festivals par les CEMEA depuis 1991, est né « officiellement » en 1997 avec l'intérêt qu'y a apporté Xavier Emmanuelli, Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, et avec le soutien financier alors engagé par le Ministère des Affaires Sociales.

Une des faces visibles de l'existence de ce réseau est l'organisation annuelle d'une rencontre nationale ouverte à tous les intervenants au travail avec des jeunes en rupture sociale revendiquée. Ces rencontres sont préparées et conduites par le « groupe de pilotage » du réseau national constitué de professionnels et de chercheurs. Elles sont placées sous la responsabilité des CEMEA, sont organisées de façon itinérante dans des villes ou des régions où interviennent des correspondants du réseau national, et sont intégralement financées par le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Ces rencontres nationales existent de fait depuis 1995, alors centrées sur les interventions festivières. Elles existent de façon rigoureuse, formalisée, articulée avec les préoccupations professionnelles des correspondants du réseau depuis 1998.

Leurs compte-rendus sont disponibles sur www.cemea.asso.fr, entrée « social » puis « errance »

Depuis 2002 il est apparu nécessaire de thématiser chaque rencontre afin d'éviter les dispersions dans des échanges trop divers pour être approfondis en deux jours. La rencontre 2002 a été centrée sur « habiter-logement », la rencontre 2003 sur « corps-soins-santé », la rencontre 2004 sur les adolescents en dérive.

Le projet de rencontre 2005

La rencontre 2005 a été préparée par Thierry Morel, Pierre Coupiat, François Chobeaux, Danielle Cherifi et Yann Taillefer. Elle a réuni cinquante participants. Le thème choisi était « Evolution des publics, évolution des pratiques ». Ceci avec deux entrées en débat :

- Comment comprendre et accompagner les regroupements de grands adolescents et de jeunes adultes : fêtes de fin de semaine, festivals, mais aussi réunions d'abribus en zone rurale ? Espaces de découverte ou espaces de dérives ? Quels risques potentiels ? Ces adolescents, ces jeunes adultes sont-ils en contact avec les structures où interviennent les professionnels du réseau ? Quelles sont leurs attitudes, leurs demandes ? Quel est leur rapport à la marginalité présentée par les zonards ?
- Dans l'accompagnement des zonards, comment s'appuyer sur les compétences des personnes et comment les renforcer ? Ceci aussi bien à propos de compétences techniques du type « arts du cirque », musique, que des compétences acquises dans le cadre même de l'errance. Quels projets en découlent, quelles actions, dans le cadre de quels partenariats ?

Le déroulé de la rencontre 2005

Première journée.

Matinée : Accueil, ouverture.

Les dynamiques 2005 du réseau.

Démarrage en deux groupes d'échanges sur les deux entrées proposées dans l'invitation.

Après midi : Suite des échanges des deux groupes du matin.

Puis mise en commun des travaux des deux groupes, et réactions de l'ensemble des participants.

Deuxième journée

Matinée : trois groupes de travail sur trois thèmes issus des échanges de la veille.

Après midi : mise en commun des travaux des trois groupes du matin.

Projets 2006 du réseau : travaux de recherche, réseaux régionaux.

Origine, forme et limites de ce compte-rendu

Ce compte-rendu reprend les synthèses rédigées par les animateurs et les secrétaires des groupes d'échanges et des débats plénières. Il tente de présenter au plus près ce qu'on été les points évoqués durant ces deux jours de travail, en faisant le choix d'une rédaction efficace et souvent non « littéraire ».

Les formes des divers textes qui le constituent sont diverses, étant produits par divers rédacteurs.

La forme finale donnée à ce compte-rendu à partir des textes des rédacteurs est assumée par François Chobeaux.

COMMENT COMPRENDRE ET ACCOMPAGNER LES REGROUPEMENTS DES "ADOLESCENTS" ET DES "JEUNES ADULTES" DANS LES FETES DE FIN DE SEMAINE, LES FESTIVALS, MAIS AUSSI LES REUNIONS D'ABRIS BUS EN ZONE RURALE ? ESPACES DE DECOUVERTE OU ESPACES DE DERIVES ?

Rédaction par Jean Levet

DE L'ERRANCE AUX REGROUPEMENTS FESTIFS ?

Comment en sommes-nous arrivés à cette nouvelle question qui prend une ampleur insistante dans tous les territoires dans lesquels nous intervenons ; territoires ruraux, territoires urbains ?

Sûrement parce que pour ceux qui ont travaillé ou travaillent encore avec ce public « particulier », celui de l'errance, les pratiques que l'on observe lors de ces regroupements de « grands adolescents ou de jeunes adultes » nous paraissent si familières. La « défonce » à grand coup d'alcool et de produits stupéfiants dans l'espace public, ça c'est une « pratique de zonards » !

Enfin, ça l'était... Actuellement, il semble que ces pratiques se soient diffusées chez les jeunes « ordinaires »¹, ceux qui ne relevaient pas forcément de nos publics traditionnels (on ne revient pas sur l'histoire des bons et des mauvais pauvres...).

Ce phénomène, récent, que pouvons-nous en dire ? Qu'est-ce que nous en comprenons ? A-t-on finalement, quelque légitimité à intervenir dans ces regroupements ?

La synthèse qui suit doit nous permettre d'apporter un début de réponses à ces interrogations, à nos interrogations.

Participants

Pierre Coupiat, superviseur en prévention spécialisée, sociologue, groupe de pilotage du réseau errance.

Thierry Morel, formateur, sociologue, groupe de pilotage du réseau errance.

Laurent Campourcy, mission locale Toulouse, Relais Accompagnement Jeunes.

Nadia Sakkat, stagiaire assistante sociale, Relais accompagnement jeunes.

Aurélie Chabut, stagiaire assistante sociale, mission locale Toulouse.

Philippe Bisbau, prévention spécialisée, Bayonne, secteur gare.

Nicole Saumonneau, éducatrice spécialisée en prévention spécialisée à Bayonne.

Christian Bret, éducateur spécialisé en prévention spécialisée, Ardèche, Tournon centre ville.

Patrick Chorowicz, P.J.J.

Jean Levet, éducateur spécialisé.

Danielle Chérifi, service prévention de la délinquance mairie de La Rochelle.

David Cheyrou, équipe de prévention Orthez.

Yves Lanthau, prévention spécialisée Bordeaux centre ville.

Céline Salvat, prévention spécialisée Drôme.

Emilie Muller, prévention spécialisée Grenoble centre ville.

Sylvie Landry, ANEF Clermont-Ferrand, S.A.O.

Philippe Beres, prévention Limoges centre ville.

¹ Expression empruntée à Thierry Morel.

Rémy Pech, prévention Toulouse.

Nellio Dos Santos, prévention Tarbes.

Pierre Coupiat et Patrick Chorowicz sont les animateurs du groupe.

Pierre : accompagner, comprendre, rassemblements, quels âges ?

Céline : il faut d'abord échanger, parler de nos observations. Quels sont les points communs ?

Pierre : restituer, d'accord, mais dans l'action.

Céline : ça et là, où sommes-nous en panne ?

Pierre : la question du territoire est importante, il faut donc définir une méthodologie : observation, description, territoire.

Christian : l'histoire des grands adolescents ? J'aimerais que l'on définisse ce qu'est l'adolescence.

Patrick : parlons de jeunes, que tout le monde s'entende.

Laurent : les maisons des ados parlent des 12-30 ans.

Thierry : peut-on parler des « grands ados » à 20 ans.

Pierre : propose de parler des adolescents et de jeunes adultes.

Nicole : les préoccupations sont différentes selon les âges.

Yves : gros problèmes. Les publics se mélangent, ados-zone. Phénomène d'attraction, d'attirance.

Pierre : qu'est-ce que vous remarquez en terme d'observations ?

Yves : les populations ne sont pas les mêmes entre ceux qui vont vers l'errance et les autres. Les plus jeunes ont 14 ans, les plus vieux en ont 20 ans. Ce qui pose problème, ce sont les plus jeunes des familles « bourgeoises » qui partent à la rue.

Danielle : notion d'espace et de territoire. L'existence du squat favorise-t-elle ce mélange des « publics ?

Yves : on est intervenus à la suite des plaintes des riverains et des commerçants, d'où un travail sur les groupes.

Danielle : il faut donc prendre en compte la notion de territoire.

Thierry : il n'y a pas de relations de causes à effets.

Philippe : ces phénomènes sont relativement courants, mais dans les jardins publics ce sont les jeunes lycéens, collégiens sans la zone.

Céline : il y a des jeunes qui se raccrochent à ces groupes là et qui vont donc se marginaliser.

Philippe : il y a des différences, des différences de conduites. Les ados qui expérimentent, et ceux qui entrent dans un processus de décrochage social. Mais cette seconde dynamique est un phénomène mineur.

Christian : par contre l'alcoolisation est un phénomène en hausse.

Emilie : à Grenoble on a 4 catégories, jeunes collégiens, jeunes lycéens qui viennent côtoyer la zone, qui sont dans la fascination, beaucoup moins les étudiants. Depuis peu il y a des regroupements de jeunes entre eux, pas de zone, qui se créent leur groupe, beaucoup de jeunes filles de « bonnes familles » avec des chiens. Beaucoup après les cours. Avec sûrement des regroupements dans les appartements. Le soir ils rentrent chez eux. Ils disent « on veut pas passer à la rue ». Ages 15, 16, 17 ans. On peut en retrouver des très, très solitaires.

Sylvie : ce qui est nouveau, c'est que l'A.E.M.O. intervient chez ces jeunes qui ont un appartement payé par maman et papa.

Emilie : des jeunes qui s'exposent vachement plus et très tard. Qui sont les adultes autour ?

Pierre : ce dont je parle ce sont les rassemblements festifs dans le petit Bayonne. Lieu festif. Ils s'alcoolisent sans utiliser les bars. Le jeudi soir, c'est un parking où se retrouvent les étudiants avec de l'alcool acheté en Espagne. Le vendredi soir, pour les vacances de Toussaint, c'est les collégiens, plus de 1000 sur la place de Saint André. Il n'y a aucun adulte.

Danielle : ça ressemble à Rennes. Eux ils ont organisé un lieu, sous chapiteau, mais il y a des adultes.

Thierry : Clermont-Ferrand, c'est la même chose.

Nicole : les étudiants c'est un moment construit. Par contre les collégiens et les lycéens sont dans autre chose.

Fin de la matinée.

Reprise, début d'après midi.

Pierre fait une synthèse : on a relevé une population de plus en plus jeune, expérimentant un certain nombre de pratiques, qui ne fréquentent pas la zone. Une population qui côtoie la zone, une population jeune, ayant leur appartement, ce qui apparaît comme un phénomène nouveau. Ils croisent les travailleurs sociaux. Et les zonards ?

Céline : les jeunes qui travaillent (on parle de zone rurale) qui se déchirent le soir après le boulot (alcool, stups).

Pierre : au niveau des produits ?

Céline : alcool, ecstasy, cannabis.

Danielle : C'est la même chose sur un quartier de La Rochelle. Quant aux typologies, il semble que ce soient les mêmes à La Rochelle.

Yves : nous, on observe une perméabilité des groupes. A partir du noyau dur « errance » sédentarisé sur Bordeaux on voit des jeunes qui viennent s'agrèger régulièrement mais ponctuellement. Contrairement à un groupe de plus vieux zonards qui est un groupe fermé, homogène. Il s'agit de zonards suivis, au RMI. Pour les autres, les jeunes qui viennent s'agrèger ne semblent pas être en échec scolaire.

Patrick : ce qui m'interpelle, c'est que classiquement les groupes n'étaient pas perméables.

Yves : pourtant à Bordeaux il y a bien ces interactions.

Rémy : à Toulouse, cela existe. Des agrégations ponctuelles, avec le risque de tomber dans ce groupe. Ce qui est difficile c'est de s'extraire de ce groupe. Il semble que la sortie soit « une mort sociale ». La pratique est très centrée sur la consommation de bière.

Yves : la difficulté c'est la toxicomanie liée aux produits de substitution. Du deal lié à ces produits.

Patrick : sur l'alcoolisation des jeunes, c'est confirmé par Chabalier dans son rapport, consommation de mix, de bières fortes.

Pierre : a-t-on pu penser les processus qui permettent de penser les décrochages.

Rémy : il me semble qu'un des indicateurs est la consommation toujours plus tôt dans la journée.

Philippe : dans le milieu scolaire, les infirmières pointent un mal-être dû à l'échec scolaire, à des difficultés familiales, un isolement (notamment pour ceux qui ont un appartement qui viennent du rural). Un accès aux loisirs difficile. La rupture d'avec le milieu familial semble être quelque chose d'important, au moment où l'on devient étudiant par exemple.

Céline : dans les mal-être repérés, il y a les difficultés d'orientation, de scolarité.

Philippe : on retrouve aussi les jeunes issus des DOM TOM. Mayotte par exemple. On se retrouve sur des schémas d'exclusion liés à l'isolement culturel. C'est le cas des gamins dont les familles sont en situation précaire (immigration...).

Pierre : y-en a-t-il beaucoup ?

Laurent : à Toulouse, oui. Notamment les mahorais.

Jean : où les retrouvent-on ces jeunes ? Dans les regroupements festifs ?

Laurent, Philippe, Yves : non.

Pierre : il me semblait que dans ces cas les réseaux de solidarité fonctionnaient bien.

Philippe : ce n'est pas une généralité.

Pierre : d'après notre thématique ce n'est pas ce qui pose problème.

Philippe, Laurent : non.

Pierre : peut-on comparer les comportements et les pratiques ruraux et urbains.

Rémy : les jeunes du quartier vont souvent dans le milieu rural.

Céline : soit parce qu'ils connaissent quelqu'un, soit parce que c'est plus tranquille.

Philippe : les jeunes des quartier vont souvent en dehors de Limoges en boîte où ils sont moins victimes du délit de faciès.

Céline : il y a des jeunes qui sont mobiles d'un village à un autre, ils ont des brèles. Pour d'autres, ils vont directement en centre ville à Valence. Puis il y a les festivals où ils se retrouvent tous.

David : à Orthez, il y a des jeunes qui restent dans le village. Qui errent dans le village. Ils squattent des appartements en centre ville. Des jeunes entre 2 eaux. Dans un processus de marginalisation pas encore abouti. Il n'y a pas d'accroche avec des jeunes errants de passage.

Céline : en ce moment il y a des jeunes issus des catégories sociales aisées en très grande souffrance. En situation de rupture (scarifications, rupture scolaire...). Ils ne font partie d'aucun groupe. Ils sont très isolés.

Danielle : les établissements scolaires font remonter un décrochage important à partir de la période octobre, novembre. Comment accompagner cette période de fragilisation. Il y a cette période repérée et celle du printemps.

Patrick : il faudrait fouiller les critères, d'âge notamment.

Rémy : il y en a pour qui cela est lié à la fin de l'obligation scolaire.

Pierre : peut-on parler de processus d'expérimentations de découverte, ou de décrochages dans un processus de dérive ?

Jean : est-ce une majorité ?

Céline : je ne sais pas, mais il y en a de plus en plus.

Pierre : est-ce lié à ce que David Le Breton appelle « *un plus de vivre* » ? Où est-ce que l'on est sur un versus « mortifère » ?

Céline : il me semble qu'il s'agit là d'une construction identitaire difficile, d'une peur du passage à l'âge adulte.

Patrick : mais ne parle-t-on pas là de l'adolescent ; du malaise de l'adolescence ? Ne sommes-nous pas là dans des rites de passage ? N'oublions pas que les jeunes sont multiples et qu'il ne faut catégoriser systématiquement.

Christian : est-ce un phénomène nouveau ? Où est-ce des choses que l'on voit avec plus d'acuité ?

Emilie : ça peut-être un indicateur de mal-être ou en terme identitaire.

Pierre : d'après ce qui se dit, il apparaît une notion de tribu. Et en même temps si c'est une manière de rentrer dans le monde adulte, il s'agit de modes différenciés. Très labiles. Donc d'un processus de socialisation « caméléon ».

Thierry : si on parle de « tribu », il s'agit d'un sentiment partagé dans une temporalité qui prend fin et peut redémarrer ensuite avec d'autres.

Yves : il s'agit quand même de gamins des centres-villes, pas des quartiers.

Danielle : ça pose quand même des problèmes de tranquillité publique.

Thierry : ces jeunes là sont ambivalents entre l'individualisme et le communautarisme. Ils sont les 2 à la fois. Donc dans ce sens là ce n'est pas un espace de découverte, ni un espace de décrochage. C'est l'un ou l'autre selon la contingence.

Céline : ça participe du mouvement de la société, l'identité aujourd'hui est patraque.

Pierre : où alors elle va très bien. C'est nous qui devons nous adapter, changer notre vision des choses. Il faut changer de paradigme, construire de nouveaux concepts.

Patrick : Yves a abordé la commande publique, ce qui fait partie de notre sujet car il y a des risques potentiels. Mais risques potentiels pour qui, pour quoi ? Nous devons tenir compte des deux.

Yves : il faut absolument entendre des deux côtés et tenir compte des différents discours. Comprendre la loi et la faire passer. On est sur des sentiments, des représentations.

Philippe : On est des has been ! Je ne suis pas d'accord. En terme d'insertion on a affaire à des jeunes qui ont peu de projets, à une génération désabusée. Il y a une réalité sociale, en tout cas socio-économique.

Patrick : ça me fait penser à Brel « *les bourgeois c'est comme les cochons...* ». Tout ça pour dire qu'il faut un peu de recul pour analyser ces discours.

Pierre : je sortirai un vieux concept. Dans ce que nous venons d'évoquer, il me semble, que s'il y a réellement une multi-appartenance, il faut tenir compte de l'analyse bourdieusienne du capital.

Pierre, synthèse interne au groupe

Des groupes à géométrie variable

Une très grande labilité des appartenances, une multi appartenance.

Des jeunes issus de toutes les classes sociales.

Des risques dans un processus de socialisation.

Une position ambivalente.

Sommes-nous dans des processus de socialisation, de désocialisation massives ?

De plus en plus de jeunes confrontés à des situations à risque ?

Thierry : il y a aussi une réappropriation de l'urbanisme par les classes moyennes. Une re-fabrication du lien social ?

Yves : tous les errants sont tous passés par des institutions du social (Bordeaux). Ce qui est différent de l'errance des années 90.

Patrick : je rajouterai un risque ; celui de tomber dans l'écroulement des publics.

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES APRES LE DEBAT A L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS.

Rédaction par Jean Levet

Essai d'une typologie des publics : on distingue un public de collégiens, un public de lycéens, un public d'étudiants, un public de zonards. Il semble qu'il y ait des interactions entre ces divers publics, mais de façon très ponctuelle, notamment avec les groupes des zonards où les interactions auraient lieu autour de l'achat et de consommation de produits (essentiellement cannabis et ecstasy).

Il semble que les groupes soient à géométrie variable.

Les agrégations sont ponctuelles. On note d'ailleurs une très grande labilité des appartenances, le terme de « multi-appartenances »² peut rendre compte de ces phénomènes d'agrégations ponctuelles et diversifiées.

Les jeunes³ qui participent à ces regroupements semblent issus de toutes les classes sociales, mais majoritairement des classes sociales moyennes et supérieures.

Quels sont les risques pour ces jeunes ? Ces regroupements sont-ils des espaces de découverte, d'expérimentations ou de dérives potentielles ?

Bien que la question fasse débat, elle n'est pas définitivement tranchée. La proposition de Thierry Morel permet un consensus temporaire sur laquelle se pencheront certainement les chercheurs du réseau : il parle d'une ambivalence de cette jeunesse. Ils sont parfois dans un processus de socialisation, parfois dans un processus de décrochage.

Les participants notent que de plus en plus de jeunes sont confrontés à des situations à risque.

Toujours selon Thierry Morel, il y a aussi une réappropriation de l'espace public par les classes moyennes. Est-ce une « refabrication » du lien social ?

Yves, prévention spécialisée de Bordeaux, fait part d'un constat suite à un diagnostic effectué sur le centre ville de Bordeaux : « tous les errants sont passés par des institutions du social ». Ce qui est différent de ce que F. Chobeaux avait constaté dans « *Les Nomades du vide* ». Il y a là une évolution qui pourrait faire l'objet d'un approfondissement⁴.

Patrick Chorowicz conclut en nous alertant sur le fait qu'à trop catégoriser les publics on risque d'assister à l'écroulement des publics.

² Pierre Coupiat.

³ Le groupe de travail s'est entendu sur ce terme pour des raisons de commodité. Il y a eu cependant un débat, non tranché définitivement, sur les notions de « jeunes adultes » et « grands adolescents ».

⁴ Note de F. Chobeaux à la relecture : les données des Nomades datent de 1995, et ne portent que sur ceux qui se revendiquaient de la zone. Actuellement, des chercheurs évaluent à environ 50% le nombre « d'errants » ayant été suivis par les institutions du social durant leur minorité. cf. le travail de thèse de psychologie de Karine Boinot à Rennes 2.

REFLEXIONS COMPLEMENTAIRES DE PIERRE COUPIAT

Espaces de découvertes ou espaces de dérives ? Quels risques potentiels ? ».

Comment en sommes-nous arrivés à cette nouvelle question qui prend de plus en plus d'insistance dans tous les territoires : territoires ruraux, territoires urbains ?

Les travailleurs sociaux rencontrent aujourd'hui des populations "inhabituelles". Pour le dire rapidement, hier, nous étions questionnés par les populations marginales, aujourd'hui par les populations "ordinaires".

Ces jeunes dont nous parlons, qui se regroupent, font parler d'eux, consomment des produits illicites et beaucoup d'alcool sont avant tout des lycéens, des étudiants voire des jeunes travailleurs.

Les observations font apparaître une population intégrée, conformiste du point de vue de la scolarisation et de l'intégration sociale mais qui dans les espaces festifs, de retrouvailles, de convivialité, s'essaye à des pratiques très décalées de ses *habitus* sociaux. Ainsi, nous constatons que la "jeunesse ordinaire" requiert une attention sociale qui n'est plus uniquement l'attention de l'éducation, de l'instruction mais aussi celle de la prévention des conduites à risques. La question de l'accompagnement du "grandissement adolescent"⁵ semble s'ouvrir à la sphère de l'action sociale et les demandes d'aides à la compréhension émanent tout aussi bien des familles que de l'institution scolaire.

Le constat est unanimement partagé d'autant plus que les réponses traditionnelles s'avèrent inopérantes.

L'adolescence⁶ dirait-elle quelque chose d'un processus social ? La jeunesse⁷ dirait-elle quelque chose de cette fameuse période de transition, de socialisation ?

⁵ Le terme est de François Chobeaux

⁶ Pour comprendre cette évolution, il faut réintroduire la transformation des âges de la vie dans le mouvement culturel de longue durée qui a trait aux progrès lents mais continus de la « privatisation » et de l'individualisme souvent analysés par Philippe Ariès. L'« *individualisme des mœurs* » pour reprendre l'expression d'Ariès, a ainsi décliné à partir de la fin du XVII^{ème} siècle au profit de la vie familiale. La figure sociale de l'adolescence constitue, sur le plan des âges de la vie, une des manifestations les plus caractéristiques et peut être le point culminant de cette évolution.

L'adolescent est plus que tout autre jeune qui l'a précédé dans l'histoire, intégré à la vie familiale, objet d'attention, de sollicitations et d'orientations éducatives. Mais cette intimité elle-même, cette ambition pédagogique l'enserment dans un réseau de contrôle beaucoup plus strict alors que toute pulsion doit rester cachée. Sous le regard attentif et l'orientation discrète de l'éducateur et tenu à la parfaite maîtrise de lui-même, l'adolescent vit sans doute une tension psychologique sans précédent. Ainsi, le désir le plus pressant des adolescents des années 60 était d'accéder le plus rapidement possible à l'indépendance qui ne s'envisageait pas alors hors du cadre du mariage. Mais cette tension se résoudra aussi par une évolution de la vie familiale dans laquelle « *les individus conquièrent le droit d'avoir une vie privée autonome* » : « *la vie privée se dédouble en quelque sorte : à l'intérieur de la vie privée de la famille s'érige désormais une vie privée individuelle* » (Olivier Galland 1990, Prost 1986). Et c'est bien ce dédoublement, comme le précise Olivier Galland, qui concourra en partie à la formation de ce nouvel âge de la vie que représente la post-adolescence. Dorénavant, on peut vivre dans la famille, ou à proximité, ou encore profiter de son soutien, sans qu'aucune de ces situations n'implique un renoncement à son autonomie. Construire son identité sociale est donc de plus en plus difficile. Nous sommes en train de passer d'un modèle à un autre d'entrée dans la vie adulte. En résumé, on peut dire que nous passons d'un modèle de l'identification à un modèle de l'expérimentation.

⁷ « *La jeunesse n'est qu'un mot* » écrit Bourdieu (1989). Les divisions de la société en générations, sexes, classes, régions, nationalités, religions se retrouvent évidemment dans la « jeunesse » et impliquent des situations de départ et des « formes de jeunesse » extrêmement diverses. De ce point de vue, la jeunesse n'existe pas au singulier. Seul le pluriel est possible.

Pourtant il existe des points communs entre ces jeunesses.

Pour la plupart des jeunes d'aujourd'hui, la jeunesse est considérée comme le moment de la scolarité et de la formation. En conséquence la durée de la jeunesse s'est considérablement prolongée pour la majorité d'entre eux par rapport à la génération de leurs parents. Pour Olivier Galland (1990), cet allongement de la jeunesse « ne serait pas simplement significatif de phénomènes de report, de retard des calendriers, mais plus largement de la formation en cours d'un nouvel âge de la vie » qu'il a appelé la post-adolescence. Si la jeunesse s'allonge, n'est-ce pas parce que la définition sociale des âges de la vie a subi une transformation qui donne une nouvelle valeur à la jeunesse et à l'âge adulte ?

Pour le dire autrement, n'est-ce pas que les conditions de la socialisation se sont profondément transformées ?

Ainsi, dans toutes les couches sociales ceux qui acquièrent les plus solides moyens économiques de l'indépendance peuvent échapper plus facilement et plus longtemps à l'urgence de s'établir. Ces étapes intermédiaires ne relèvent pas essentiellement d'une contrainte subie ; manifestement elles sont l'objet d'aspirations. On ne peut se contenter de les analyser négativement comme si l'accès le plus rapide possible au statut adulte constituait toujours la norme sociale dominante. Dans cette optique le report de l'âge d'accès aux attributs adultes ne pourrait être analysé que comme une privation. En fait, ce report permet à la fois de profiter de la jeunesse et de diversifier ses expériences.

Je me suis attelé à cette question de la socialisation. Je vous en propose une synthèse afin d'ouvrir le débat et peut-être de formuler des propositions d'accompagnements.

Partir des lieux d'expériences transgressives

Aujourd'hui, le remplacement de la socialisation familiale et communautaire est réalisé par ce que Gellner (1983) appelle une « exosocialisation » scolaire. Ainsi, par exemple, le passage du primaire au secondaire et au supérieur assure par étapes le processus général de socialisation et l'intégration sociale. Les individus qui passent par le système scolaire sont éduqués et instruits dans un même mouvement. La jeunesse scolarisée doit gérer les tensions imposées par l'apprentissage d'une culture rationnelle, les normes de l'institution scolaire et la rupture avec le milieu familial. C'est pourquoi se développe une sous-culture qui oppose son « romantisme », son goût de l'égalité et son expressivité à l'individualisme, à la compétition et à l'instrumentalisme de la société industrielle. Les groupes de pairs et la sociabilité adolescente sont tout entiers centrés autour de ces valeurs alternatives et ont pour fonction de permettre une socialisation plus harmonieuse. Dans les années 60 cette conception « positive » de la socialisation et de l'intégration - analyse D. Lapeyronnie - a été renversée et transformée par une conception « négative » dans laquelle la socialisation n'assure plus la stabilité normative d'une société mais contribue au maintien d'un ordre culturel dominant. Si l'on rajoute à ce renversement la forte médiatisation des sous-cultures : cultures urbaines, hip-hop, rap...et la prégnance des effets de modes musicaux comme la techno par exemple, on a la tendance extrême de ce processus, à savoir l'intégration de la culture juvénile par le marché par ailleurs particulièrement florissant. Le jeune en quelque sorte est appelé à jouer son rôle de jeune dans un univers de normes sans valeurs, sans significations si ce n'est celles du marché.

Alors se développe une juxtaposition d'espaces d'affinités qui tentent d'échapper à ce type d'intégration. Les lycéens par exemple créent des petits groupes de « retrouvailles conviviales » qui leur permettent « d'épanouir leur personnalité ». Ils opposent cette convivialité à la compétition et à l'isolement. Leurs petits groupes se fondent sur des relations interpersonnelles. Il s'agit de groupes construits sur les personnalités, les passions ou les looks. La recherche d'une communauté spontanée et authentique génère des types d'expériences très éloignés des milieux sociaux, et bien entendu des pratiques affranchies des contraintes et des craintes. L'univers des passions ouvre la voie au déferlement passionnel où du coup tout devient possible. Alors les squats, les retrouvailles de fin de semaine et autres milieux festifs sont autant de lieux de transgressions qu'une frange importante de la jeunesse investit et expérimente.

Comment ne pas penser, alors, à des actions de prévention dans ces espaces passionnés ?

Aider les adolescents à grandir s'inscrit nécessairement dans un questionnement des processus de socialisation

Dans la continuité de notre champ théorique, il convient d'énoncé quelques éléments centraux de l'évolution des institutions et de ces effets sur l'individu.

Tout d'abord, des différents observateurs de la vie civile aux chercheurs, le plus grand nombre s'accorde à dire que les institutions ne remplissent plus leur fonction traditionnelle et ne socialisent

plus dans la mesure où elles ne mettent plus en relation normes et motivations⁸. A côté de ces observations centrées sur les institutions (F. Dubet "*Le déclin des institutions*"), d'autres études ont mis en évidence la « montée de l'individualisme » ou le développement du « narcissisme » allait de pair avec une perte de l'esprit public. Lapeyronnie explique que deux dimensions coexistent dans les observations :

La première est la valorisation de la sphère privée des individus, leur abandon de l'engagement collectif et le développement de comportement « égoïste » (« *amour passionné et exagéré de soi-même, qui porte l'homme à ne rien rapporter qu'à lui seul et à se préférer à tous*», Alexis de Tocqueville).

La seconde est la dissolution de la « société » ramenée à un vaste marché où s'échangent des biens matériels et immatériels et où les individus vont chercher à trouver les ressources nécessaires à la poursuite de leur plaisir ou de leur intérêt. Le lien entre le « déclin » des institutions et le remplacement de la vie sociale par la juxtaposition de différents marchés et la montée d'un individualisme narcissique existe et semble de plus en plus concret (Lasch, 1979). Plus particulièrement, Daniel Bell (1976) a montré que cette évolution se caractérisait par la disjonction entre la sphère de la culture et la sphère de l'économie. *La sphère culturelle, marquée par l'expressivité et la recherche de l'épanouissement du moi se sépare d'une sphère institutionnelle normative*. Dès lors, les individus sont soumis à des impératifs contradictoires : l'efficacité et l'instrumentalisme dans leur activité économique, et la réalisation de soi et l'expressivité dans leur activité culturelle. Au fond, comme le souligne D. Lapeyronnie : « *L'individualisme d'aujourd'hui est la juxtaposition d'un individualisme expressif et d'un individualisme utilitaire* ».

Dans ce contexte, les mécanismes de passage du monde juvénile ont profondément évolué et les dynamiques classiques de socialisation diffèrent spectaculairement de celles d'hier et peuvent être pensées à partir d'expériences individuelles. L'essentiel pour notre analyse est la séparation des sphères de la socialisation et d'autre part la prise de conscience par les jeunes eux-mêmes des valeurs contradictoires.

Du coup, le champ des transgressions s'est extraordinairement élargi et les conduites à risques nécessairement actualisées. Les jeunes se comportent de manière inattendue, moins grégaire, plus individualisée et le capital social ne protège plus obligatoirement. L'identité individuelle apparaît comme une construction continue de soi-même dans un contexte idéologique où chaque individu est obligé d'être libre, ce qui le force à se construire lui-même de façon singulière.

Du même coup, les espaces de transgressions délimitent les sphères d'expérimentations. Alors, c'est donc également à partir de ces espaces "culturels", où se forge l'identité contemporaine, que nous pourrions penser des modes d'interventions pour aider les jeunes à grandir.

⁸ L'analyse conduit au constat de l'affaiblissement des processus de socialisation tels que définis par la sociologie classique (de Durkheim à Parsons) : la jeunesse étant le temps d'acquisition des statuts sociaux, mais aussi le temps de la formation de la personnalité par l'intériorisation des normes et des valeurs et par la projection symbolique des rôles sociaux. Ces deux dimensions constituent le processus de socialisation par lequel un individu acquiert simultanément un statut social et une personnalité adulte et par lequel une société assure sa stabilité normative. Dans ce fonctionnement les groupes d'appartenances et les formes de sociabilité permettent de gérer les tensions liées aux apprentissages et à l'incongruence statutaire caractéristique de la jeunesse. Ainsi, s'opère progressivement l'ajustement des motivations individuelles et des normes du système social.

L'affaiblissement des processus de socialisation semble être corrélé aujourd'hui à la disparition des modèles normatifs. Didier Lapeyronnie dès 1990 annonce que « *d'une part dominant des conduites stratégiques et instrumentales et, d'une certaine manière, l'image d'une jeunesse très individualiste et très conformiste. D'autre part, la sociabilité, détachée du processus de socialisation, est tout entière liée à la sphère culturelle et personnelle...* ».

De ce point de vue, la marginalité en tant que processus de passage signe une expérience sociale banale et intégrée aux diverses expériences que les jeunes mettent en scène.

Alors, aider à grandir c'est être en capacité de proposer une présence intégrée sur les lieux d'expressions des transgressions. En un mot de passer des actions de prévention à un « processus d'accompagnement⁹ ». Cette posture autorise à penser ces espaces comme des lieux de « transgressions raisonnables ».

Car, on le perçoit, les lieux de transgressions sont aussi et surtout les lieux d'expériences culturelles qui permettent aux jeunes de se construire en tant que "sujet" et d'être reconnu en tant que tel.

⁹ Le processus d'accompagnement peut être défini au même titre que les processus d'instruction et d'éducation. Il y a là un triptyque opératoire : l'éducation (au sens classique) – l'instruction (au sens scolaire) – l'individuation (au sens d'aide à la construction en tant que sujet).

DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES ZONARDS, COMMENT S'APPUYER SUR LES COMPETENCES DES PERSONNES ET COMMENT LES RENFORCER ? QUELS PROJETS EN DECOULENT, QUELLES ACTIONS, DANS LE CADRE DE QUELS PARTENARIATS ?

Rédaction par François Chobeaux

Interventions des participants

S'appuyer sur les compétences c'est regarder les gens autrement : « *ne me parlez pas de vos problèmes, mais de vos rêves !* ». Ce qui conduit à se modérer sur les finalités classiques d'accompagnement vers l'insertion normée. Et ce qui restitue l'importance et la valeur des phases de « glande » où l'écoute est première.

Des projets d'actions collectives qui (leur) montrent qu'ils sont capables de mobiliser des savoirs, de faire, moments de parenthèse dans la souffrance. Encore plus fort quand les « gens de la ville », les « avec domicile fixe » y sont associés afin de rompre les ghettos. Mais attention à ne pas fabriquer des « bons pauvres », en mettant en avant les quelques zonards adaptables !

Ces publics nous ont contraints à changer nos pratiques, à aller dans le relationnel avec eux. Ils nous poussent à l'humanité.

Cela nécessite d'avoir le temps de travailler (ou de se donner ce temps) sur « faire place à la personne ». En fait, installer une écoute par des chemins de traverse en dehors de l'autoroute balisée de l'insertion normée.

Il y a dans la zone des compétences fortes : par exemple l'ensemble des compétences mises en œuvre pour ouvrir puis tenir un squat. Ce sont certes des techniques de pirates, mais il y a là une évidente mobilisation des savoirs. Et autant les « jeunes des cités » sont en attente et dans la demande, autant la zone se prend en charge.

Attention : risque de cautionner une organisation de survie dans la misère au nom de l'émergence des compétences. Nous sommes ici dans des-les compétences de la pauvreté faites de capacités d'adaptation et de survie, pas de transformation. C'est toujours la même question de la « culture du pauvre ».

Attention aussi aux illusions de compétences : en arts de la rue, en mécanique, en techniques du bâtiment... Il y a une sérieuse différence entre le bricoleur approximatif et le réel technicien.

Compétences individuelles et/ou compétences collectives ? Si on ne travaille que les composantes individuelles, on renforce l'individualisme.

La transmission groupale et intergénérationnelle des compétences de la zone a éclaté sous l'effet de la répression permanente des rassemblements, des squats, des politiques locales du type « centre ville propre »... Il n'y a plus de pot commun fait de la manche de tous chaque soir, les groupes ont explosé, les fonctionnements deviennent très individuels. Pour lutter contre cela, organisation de journées ateliers pour que re-existent des apprentissages communs et des transmissions. Est-ce valider la misère ? Nous ne posons pas le problème au plan moral et philosophique mais au plan pragmatique des besoins directs des personnes. Et nous travaillons avec eux sur les moyens d'une économie de troc, d'une économie non marchande, sur des recyclages d'objets dont la vente change le regard des autres sur le vendeur...

Dans tout cela nous sommes des catalyseurs de chemins détournés. Phrase prononcée : « *si je faisais pour moi de l'astronomie, probablement que je réussirais à mobiliser un groupe pour aller aux étoiles* ». Revoici les bonnes vieilles « techniques éducatives » des éducateurs, les façon de proposer du plaisir, de partager une passion...

Il y a un processus : passer de la posture de désaffiliés à celle de réaffiliés à eux-mêmes et aux autres, puis de réaffiliés à la possibilité d'un travail devenant alors possible sur l'insertion ou la réinsertion.

Il y a aussi les vraies compétences de l'intervenant social : comprendre et savoir ce que cette personne là acceptera ou pas, et pourquoi.

Il y a aussi la dimension de l'inconscient qui est à prendre en compte. Certains éviteront soigneusement de prendre un risque de plus, car c'est un risque d'échec de plus. Dans cette dynamique de mort de l'imaginaire il y a alors repli uniquement sur ce que l'on maîtrise, et évidemment enfermement. Alors même si des besoins de compétences existent, même si des compétences sous-jacentes semblent mobilisables... Ce n'est pas le simple transfert de compétences qui fait que les personnes se transforment. C'est le fait qu'elles se voient autrement qui les conduit à agir autrement. L'individu n'est pas un rat de laboratoire qui n'agit qu'en réaction à des stimuli ! Besoin, donc, d'une *stratégie du détour* (cf. Les travaux de Stanislas Tomkiewicz) pour que la personne réussisse avec d'autres et ose de nouveau se projeter, réapprenne à dire *je*. Il s'agit de soutenir la pulsion de vie. Les exemples de pratiques sont nombreux autour de la table : création musicale, artisanat de récupération, travail du clown, cuisine, couture, organisation d'une fête...

Attention cependant à la posture sadique de l'intervenant social du type « *tu vas, tu dois t'en sortir* ». Il y en a qui y sont clairement à vie ; cf. ce que soutient Patrick Declerck dans « *Les naufragés* ». Les ateliers de valorisation ça peut marcher avec ceux qui ne sont pas trop détruits. Avec les autres... que pouvons-nous faire d'autre qu'être des espaces et des possibilités de pauses, appuyées sur un RMI inconditionnel ?

Synthèse débattue à l'ensemble des participants

Faire exister du désir. Montrer qu'existent des capacités. Pour cela être les catalyseurs de chemins détournés. Voir les gens différemment pour qu'ils se voient différemment, et tenter qu'ils soient alors vus différemment.

Des moyens : la création, la vente, l'offre de soi par le biais de productions, d'organisations, d'animations...

Tout ceci pour permettre une émergence du *je*.

Non à l'approche par la compétence identifiée qui serait alors à transférer. Mais partir de la place, du désir du sujet en dehors du travail. La stratégie du détour.

Constat de la baisse de la transmission entre pairs sous les coups de la répression de l'errance. Des actions à engager pour que re-existe cette transmission, cette mise en commun.

Les vraies compétences qui feront base et ressort : savoir qui on est, savoir ce que l'on veut. En fait des savoirs être. Et également des compétences opératoires, de survie, sur le versant des savoir faire.

Rédaction par Jean Levet

Tour de table

Philippe : dans le centre ville de Limoges, pour l'instant pas d'action d'intervention. C'est une présence/observation des comportements. Bars à concert, salle de concerts, les jardins publics. L'observation c'est être présent. C'est aussi un travail avec l'antenne Limousin du printemps de Bourges à cause des problèmes qu'il y a eu 4 ou 5 ans avant sur des concerts hip-hop. Pour l'instant la démarche en est au début. Les abords des concerts, lieux importants. Ce n'est pas encore un travail de partenariat formalisé, mais c'est à construire. Cela semble possible. Il y a un public cible (collégiens, lycéens) et un public plus hétérogène, notamment sur les concerts.

Intervenante mission locale : moi, j'aimerais rebondir sur les effets que ces comportements induisent à notre niveau. On a de nombreuses demandes de formation qui tournent autour des métiers du spectacle (DJ, instruments...); cela induit des ruptures de par le fantasme qui est rarement réalisé.

Pierre : on revient sur le thème de l'observation qui est un mode d'intervention.

Thierry : il serait certainement intéressant de différencier les concepts festifs, des lieux de consommation.

Nicole : Qu'est-ce qu'on y met ?

Christian : quand il y a un groupe effervescent on peut parler de comportement festif.

Philippe : en tout cas les lieux sont des points d'ancrage.

Christian : ce qui nous intéresse c'est le parcours des jeunes. Donc on peut les suivre des jardins aux concerts.

Pierre : je trouve cette idée très intéressante car on est dans l'observation qualitative. Essayer de rendre compte, à partir de l'observation, d'un parcours d'un jeune. A partir de ce temps d'observation, qui est une modalité d'action, il faut rentrer dans le réseau des jeunes.

Christian : on est donc là plus sur un travail en direction du collectif.

Thierry : mais qui intervient concrètement ?

Nicole : pour revenir à Bayonne, nous ce que l'on a observé c'est qu'il n'y a aucun adulte à part la police, deuxièmement, en tant qu'adultes nous avons été très bien reçus.

Christian : il s'agit qu'il y ait des échanges avec des adultes au moins pour nommer, pour décrire des situations.

Patrick : oui, mais des fêtes on en a toujours faites. Des cuites massives, des comas, il y en a toujours eu !

Danielle : oui mais là ça se passe en centre ville.

Christian : là j'ai l'impression que le jeune aujourd'hui est demandeur plus qu'avant d'un positionnement d'adulte.

Patrick : donc les ados ne peuvent plus expérimenter par le risque ?

Thierry : je pense qu'il vaut mieux qu'il y ait un adulte. On sait que quelqu'un qui va mal peut être plus mal. L'intérêt c'est qu'il y ait une réappropriation de l'espace public, espace public de plus en plus grignoté.

Christian : ça n'existe pas l'espace public qui n'existe pas ! Tu te le crées. De plus doit-on intervenir systématiquement ? Je pense que non.

Patrick : je crois que l'histoire de la protection c'est jusqu'où on va dans l'accompagnement du risque ? C'est un mythe de croire qu'on peut protéger les jeunes des conduites à risque.

Pierre : il me semble que l'on oublie quelque chose. Est-ce qu'un des volets de notre présence ne doit pas s'attacher aussi à ceux qui regardent ; c'est-à-dire d'être aussi dans une action auprès de ceux qui s'inquiètent, auprès aussi de ceux qui subissent ? De toute façon nous sommes payés pour intervenir, faisons le intelligemment.

X : peut-on à partir de nos observations engager des actions de prévention ?

Pierre : effectivement on est là comme personnes ressources. « vous prenez si vous voulez ou pas ». Avec des outils : l'écoute, l'attention à l'autre, l'information...

David : à Orthez durant le festival, nous étions présents sur un terrain d'accueil dans un tente avec du café, des capotes, des flyers... On a eu énormément de jeunes qui sont venus nous voir, parler, engager une relation.

Mission locale Cahors : je pense donc que l'on peut travailler autrement, que la protection n'est pas un mythe.

Pierre : la prévention peut aussi passer par la prévention par les jeunes entre eux (ex : l'association Ordalia à Bergerac)

Patrick : dans les festivals on intervenait par rapport à une commande publique. Mais sur l'histoire de la protection, je reviens sur le mythe. Je veux dire que je peux apprendre à quelqu'un à se protéger mais que je ne peux pas le protéger. La prévention c'est donner des outils aux jeunes pour qu'ils se protègent eux-mêmes.

Pierre : je n'ai pas entendu parler de la modalité d'intervention qui est celle de la rencontre. C'est ce que nous avons mis en place à Aurillac.

Christian : l'éducateur de rue va donc à la rencontre, ça me paraît évident.

Thierry : c'est intéressant. Quand tu demandes à un éducateur de rue ce qu'est la rencontre il l'exprime difficilement.

Patrick : on peut effectivement mettre en place des modalités d'action qui favorise la rencontre, qui la permette (ex : accueil zone).

Pierre : je veux mettre l'accent là-dessus. Il faut être 2 pour qu'il y ait rencontre. Il faut pour le travailleur social être à l'écoute, être attentif, être prêt quand le jeune est disposé à la rencontre. La rencontre est une proposition de présence pour quelqu'un qui ne le sait pas.

La rencontre : quelle définition ? Travailler les conditions précises et les modalités de présentation de soi.

La question de la posture : elle est de porter attention à autrui. Dans l'espace festif on ne voit que ceux qui font la fête. A nous donc d'être attentif à ceux qui sont isolés.

Thierry : la rencontre ne peut pas se faire dans l'espace public qui est par définition un espace d'anonymat, de codes particuliers. Il y a donc transformation de cet espace public pour que la rencontre soit possible.

Synthèse

Les modalités d'intervention, quelles demandes, quelle légitimité ?

L'observation, pour rendre compte d'un parcours. Dans les lieux des pratiques.

La présence, la disponibilité.

Nos observations dans une série d'observations d'autres acteurs.

Informé. Porter attention à autrui. Posture de disposition à la rencontre. Présence volontaire.

Rédaction par Régis Pierret

Dans un premier temps, nous avons tenté de définir la micro-économie. Pour ce faire, nous avons effectué une première distinction entre l'économie parallèle et l'économie souterraine. Ensuite, une seconde différenciation a été réalisée. La micro- économie a été définie à partir du niveau local, comme par exemple la production "bio" à petite échelle. Autre distinction opérée au niveau de la micro-économie : l'économie alternative et l'économie parallèle. Il est question ici des canaux officiels de l'économie. Puis, au niveau de la micro-économie, une autre différenciation a été faite : d'une part l'économie de survie qui permet à une personne de survivre, il s'agit notamment des jeunes de moins de 25 ans qui ne disposent d'aucune allocation, d'autre part l'économie de subsistance qui concerne les précaires. Ceux-ci ont un revenu ou une allocation de type RMI. Pour ces derniers, les ressources de l'économie assurent un plus.

Autre distinction effectuée : la micro-économie, c'est aussi une logique alternative, des valeurs, une philosophie, un refus de l'économie classique. Mais la micro-économie permet à des personnes en situation d'exclusion de survivre. Il est noté au niveau des individus, la possibilité de passer d'une économie de survie (subie) à une économie alternative (active). Ce passage de la première vers la seconde s'effectuerait en trois étapes : la manche passive, puis la manche active, enfin la création d'objet à partir de matériaux récupérés et/ou détournés. Dans ce passage de la micro-économie de survie à la micro- économie alternative, la personne va mettre du sens.

A ce moment-là, le groupe parle des dangers de la micro-économie, en effet n'entraîne-t-elle pas une banalisation de la misère, n'est-ce pas alors prendre acte de la mise en place d'une économie de la pauvreté ?

A partir de ce constat, n'est-il pas également possible de penser que l'économie alternative permet à l'individu de retrouver du sens, de la relation à l'autre. L'économie alternative autorise un lien avec le monde ordinaire au travers de la confection de calendrier, de cendrier, de corbeille.

Mais dans la perspective de la mise en place d'une économie de la pauvreté, cela pose la question pour le travail social de l'institutionnalisation d'une économie de la misère. Autrement dit, le travail social doit-il être le fer de lance de ce système ? Or, le travail social ne doit-il pas pointer les dérives de ce système qui signifient la fin de l'État social et la mise en place d'une économie de la pauvreté qui vient suppléer les défaillances du système ?

Ensuite est abordé le thème de l'insertion, celle-ci fût hier un tremplin, aujourd'hui, l'insertion apparaît beaucoup plus comme une finalité, on observe un maintien des personnes dans une économie de la pauvreté qui est une économie intermédiaire.

La micro-économie laisse donc voir deux aspects: un aspect positif qui consiste en la construction de la personne (notamment pour les jeunes) un aspect négatif, elle constitue une descente aux enfers.

La micro-économie rend compte aussi de la mutation du travail social. Hier toute une réflexion était élaborée autour de la création. Au travers de celle-ci, le travail social a longtemps donné aux personnes des temps de création par l'intermédiaire d'ateliers artistiques. Aujourd'hui, la création est

orientée vers la productivité. Aussi, au changement de contexte social répond celui des travailleurs sociaux dans leurs positionnements.

Cette mutation est mise ensuite en perspective avec les squats, les squats alternatifs d'hier font place aujourd'hui aux squats de la pauvreté.

Au-delà d'une réflexion où le pessimisme est de mise, peut-être peut on faire l'hypothèse que cette économie de la pauvreté procède d'une destruction sociale d'une part, et d'autre part l'individu à partir d'une "reconstruction" dans la micro-économie peut être en mesure de revendiquer, d'être porteur d'une action collective.

À partir de ce qui vient d'être dit précédemment, on peut partir également du constat que la société industrielle a progressivement fait disparaître les "petits boulots", aussi au travers de la réapparition de la micro-économie, les individus se réapproprient les petits boulots, qui apparaissent dans les anfractuosités de la société industrielle.

Autre facteur d'optimisme : le recyclage. Nous faisons tous du recyclage. Aussi, au niveau de l'économie de la pauvreté, les personnes ne sont-elles pas sur un secteur émergent d'une société naissante ? Autrement dit, l'économie de la pauvreté relève du déclin de la société industrielle, de la globalisation, du désengagement de l'État.

L'économie de la pauvreté versus alternative relève de la mise en place d'un nouveau type de société où il y a la prise en compte de l'environnement. Si nous pensons que la micro-économie procède de l'émergence d'une société nouvelle et de nouvelles formes de travail, alors n'y a-t-il pas intérêt à ce que le travail social encourage la micro-économie ?

Par ailleurs, après réflexion, nous nous sommes dits que les travailleurs sociaux étaient plus à l'aise avec le culturel (création) mais d'autres champs sont à explorer comme le logement, le transport, les repas...

ACTION INDIVIDUELLE OU ACTION COLLECTIVE ?

Rédaction par François Chobeaux

Affirmations et débats

Triste constat : l'action collective est en train de disparaître. L'accompagnement social individualisé est poussé par les « cultures de services », et les cultures des institutions, résultantes du poids des habitudes et de leurs non interrogations ; par les règles posées par les financeurs ; par une lecture et une application extrêmes de la loi 2002-2.

Et une question difficile : est-ce que je peux « faire du collectif » en free lance, en application de ma conscience professionnelle, ce qui me met en rupture avec la structure qui m'emploie si celle-ci n'en est pas là et reste sur sa culture institutionnelle inconsciente ? Comment faire évoluer cette situation ?

L'action collective, ce n'est pas que avec un groupe d'usagers. C'est avec l'ensemble des personnes concernées, c'est la prise en compte des milieux de vie et de leurs évolutions, la prise en compte de l'environnement social. En fait c'est lié au développement local collectif. Ce qui reste bien flou pour beaucoup d'acteurs du social et du politique.

Au fond travailler sur le collectif c'est travailler sur ce qui fait société. C'est aussi important que la réponse aux besoins directs.

« *Je soutiens du collectif* » ... jusqu'où : droit au logement collectif ? Droit à exister collectivement dans l'espace public ?

Exemple du logement : le travail est beaucoup trop individualisant, isolant. Les jeunes ne s'y retrouvent pas. Nécessité d'un accompagnement collectif et de recherche de solutions plus collectives. D'où le travail avec les squatters que ce soit en phase de recherche, d'ouverture puis d'occupation.

Pour qu'existe le travail collectif il faut de la durée, moyen de la connaissance réciproque et de la confiance lente à installer. Il faut à la fois une permanence des jeunes et une permanence des travailleurs sociaux. Donc rien de simple au premier abord avec les jeunes de centres villes et la fugacité des rencontres, sauf avec ceux qui en sont les « voyageurs immobiles ».

Constat que la Prévention Spécialisée glisse vers des accompagnements de plus en plus individualisés du type AEMO. Et pourtant le besoin évident de travailler avec les associations de locataires, les groupes de jeunes... Attention cependant à propos du travail avec le groupe « fidèle » : il n'est pas le lieu de tous les jeunes, et souvent un groupe en chasse un autre.

Articuler le travail individu-groupe permet aux individus d'accéder au *je*. D'où l'intérêt quand on ne trouve pas de groupe pré existant de « fabriquer » des groupes sur des projets : week-ends, partages d'activités...

Attention aux constitutions d'associations et de collectifs : ça retombe bien souvent aussi vite qu'un soufflé. Nos représentations, nos investissements sociaux personnels ne sont pas si simplement plaquables sur l'errance et la dynamique des errants. Attention à « l'effet classe moyenne » !

Le prescripteur, le financeur, le politique, le commerçant, pensent beaucoup au collectif en tant que gestion de l'espace public. Ils demandent alors très clairement de travailler avec le groupe pour le gérer... et le pousser ailleurs. Il est donc nécessaire de clarifier les messages envoyés aux tutelles-décideurs pour faire évoluer leurs représentations. Ils nous attendent pour gérer le problème que leur crée un groupe, alors que nous voulons que le groupe existe pour travailler avec lui et avec ses membres...

Il y a aussi besoin de structures qui fassent tiers, équilibre et contre pouvoir entre les décideurs-tutelles et le travail collectif à engager sur le terrain, de façon à ne pas se retrouver rapidement nus en rase campagne devant les tutelles. Création d'un « comité local » réunissant l'équipe de terrain et des personnes ressources, collectif inter associatif local, déclinaison et adaptation locale du collectif national Alerte...

Synthèse et débat à l'ensemble des participants

Des difficultés grandissantes au travail avec les groupes, issues des contraintes individualisantes des programmes et des tutelles. Egalement créées par les habitudes, ou par un repli de l'action professionnelle sur la sphère individuelle qui peut laisser penser que là on peut encore agir...

Constat : plus on s'éloigne du « noyau dur » du social, plus l'action collective est possible. cf. sur les périphéries le secteur de la Politique de la ville, et les développements militants du type AIDES, DAL... Comme si ce « noyau dur », par ses contraintes et peut-être sa sclérose, laissait alors donc le champ libre à d'autres.

Il faut différencier le travail avec les groupes, à la fois simple... et pas simple du tout, de l'action collective qui est plus complexe, plus globale en ce qu'elle touche le développement local, le milieu, et la sphère politique.

A propos de cette sphère du politique, trois séries de remarques :

- sur les liens entre l'action directe, militante, et la situation professionnelle avec les risques statutaires directs et les risques de confusion.
- le besoin qu'existent des structures locales de coordination qui fassent tiers.
- la viabilité des associations d'usagers issues d'actions collectives ou portant ces actions. Celles qui fonctionnent et durent sont celles de ceux qui vont les mieux : squats artistiques... Les autres ne tiennent pas.